



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

TPE et PME

Question au Gouvernement n° 170

Texte de la question

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

M. le président. La parole est à M. Thierry Mandon, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Thierry Mandon. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Elle concerne le financement de notre économie, le financement de nos PME, le financement de notre industrie, c'est-à-dire les vrais problèmes du pays, qui sont notre seule préoccupation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Il y a quelques jours dans mon département, l'Essonne, j'ai rencontré une entreprise... (" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.) Quinze salariés, besoin de financement : 500 000 euros pour racheter un concurrent allemand.

Il y a quelques jours encore, j'ai rencontré les dirigeants d'une autre entreprise, dans le secteur de l'optique, (*Même mouvement*) qui avait besoin de 5 millions : sinon, impossible de financer un investissement qui lui aurait permis de créer trente emplois.

Et il y a quelques jours encore, une troisième entreprise (*Même mouvement*) allait chercher au Japon ce que les systèmes de financement mis en place ces dernières années ne lui permettent pas de trouver en France, à savoir le financement d'un investissement. En jeu : quarante emplois.

J'ai eu l'occasion de parler de ces difficultés concrètes que nous connaissons depuis des mois dans nos territoires au ministre de l'Économie et des Finances, et au ministre du Redressement productif. Les inquiétudes sont vives et nous qui sommes préoccupés du financement des entreprises - je pensais que c'était le cas sur tous les bancs - , nous le sommes plus encore par la mise en place prochaine des accords de Bâle III qui, en exigeant des ratios de fonds propres plus élevés pour les banques, en exigeant des liquidités supérieures, vont raréfier le financement de notre tissu industriel et de nos PME.

Monsieur le Premier ministre, je vous sais conscient de ces difficultés. Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour améliorer le financement de nos entreprises industrielles et pour développer l'emploi dans ce pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Monsieur le Président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le rapporteur du budget de l'industrie, nous étions ensemble hier à Nantes... (" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.) ... au coeur même de ce qu'il faut faire pour le redressement industriel de notre pays. Nous étions ensemble dans une région de longue tradition industrielle qui a connu de multiples chocs, de multiples épreuves de restructuration, mais qui, comme d'autres régions, n'a jamais renoncé à relever le défi de la compétitivité et du redressement productif. Nous sommes allés rencontrer des chefs d'entreprise, de grandes entreprises et de PME, des chercheurs du public et du privé, et nous avons ensemble lancé le combat de la reconquête de la compétitivité de l'industrie de la France. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Demain, le Conseil des ministres va prendre une importante décision : la création de la banque publique d'investissement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Quand je rencontre comme vous des chefs d'entreprise, ils me disent : " Nous avons du mal à accéder au crédit. Aidez-nous à avoir des fonds propres dans nos PME, aidez-nous à faire de nos PME des entreprises puissantes de taille intermédiaire, aidez-nous à les adosser aux grands groupes, aidez-nous à exporter. " La banque publique d'investissement sera faite pour ça. On l'attendait depuis longtemps. Mesdames et messieurs les députés, ce n'est pas la droite qui l'a fait, c'est la gauche qui va le faire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Ce sera décidé demain, parce qu'il y a urgence. Et j'entendais les donneurs de leçon il y a quelques instants : n'ont-ils aucun complexe ? N'ont-ils aucune modestie ? Ont-ils oublié qu'en dix ans, 750 000 emplois industriels ont été détruits dans notre pays ? Eh bien moi je dis : " Ça suffit ! " (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Il faut tourner la page. C'est votre responsabilité. Oui, je le dis, parce que beaucoup de Français se demandent s'il y a un avenir pour l'industrie française. Nous allons nous battre pour le redressement de la France et il n'y aura pas de redressement de la France sans industrie compétitive : une industrie qui résiste, une industrie qui soit puissante, une industrie qui crée des emplois, qui innove, qui permette le rayonnement de la France et qui relève également le défi du commerce extérieur. Je me rendrai également, cette semaine, après la décision du Conseil des ministres, à Singapour, puis aux Philippines, pour dire qu'à la fin du quinquennat, nous voulons l'équilibre dans notre commerce extérieur. Notre déficit est de 70 milliards d'euros, dont 25 milliards hors énergie. Nous voulons rétablir l'équilibre hors énergie en cinq ans. Nous menons aussi le combat pour la transition énergétique. La France a un avenir, elle va s'en sortir, elle le fera avec des efforts, des efforts qui soient justes, et elle décide des outils nécessaires. C'est ce que vous ferez bientôt, lorsque le Conseil des ministres aura approuvé ce projet de loi portant création d'une banque publique d'investissement. Vous pouvez regarder l'avenir avec confiance : vous avez un Gouvernement qui travaille, une majorité qui le soutient et les Français attendent que la France reparte de l'avant. C'est ma mission, celle du Gouvernement et celle de la majorité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Thierry Mandon](#)

Circonscription : Essonne (9^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 170

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 octobre 2012](#)